

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/42053]

3 MAI 2019. — Décret relatif à la lutte contre la pauvreté et à la réduction des inégalités sociales

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — *Objet et définition*

Article 1^{er}. Le présent décret a pour objet l'instauration d'un dispositif permettant la mise en œuvre, le suivi, l'évaluation et la promotion d'une politique transversale de lutte contre la pauvreté et la pauvreté infantile et de réduction des inégalités sociales dans les matières relevant de la Communauté française.

Dans le cadre du présent décret, la notion de pauvreté comprend systématiquement celle de pauvreté infantile.

Ce dispositif vise à concourir au respect de l'article 23 de la Constitution et des objectifs établis par l'Union européenne en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

Art. 2. § 1^{er}. Au sens du présent décret, par « pauvreté », on entend la situation d'un individu qui ne dispose pas des ressources réputées suffisantes pour vivre dignement dans une société et son contexte, notamment l'insuffisance de ressources matérielles et naturelles affectant la nourriture, l'accès à l'eau potable, les vêtements, le logement, les conditions de vie en général, mais également l'insuffisance de ressources intangibles et relationnelles telles que l'accès à l'éducation, l'exercice d'une activité valorisante, le respect reçu des autres citoyens, le développement personnel.

§ 2. Au sens du présent décret, par « pauvreté infantile », on entend la pauvreté telle que définie au paragraphe premier, touchant les enfants de 0 à 18 ans et qui peut se traduire par la déprivation matérielle définie comme étant l'incapacité de couvrir au moins deux des éléments suivants :

- 1° avoir trois repas par jour ;
- 2° avoir au moins un repas comprenant des protéines par jour ;
- 3° avoir des fruits et légumes frais tous les jours ;
- 4° avoir des livres appropriés à l'âge et au niveau de connaissances de l'enfant (indépendamment des livres scolaires) ;
- 5° disposer d'équipements de loisirs extérieurs (bicyclette, patins ou planche à roulettes...);
- 6° suivre une activité de loisir régulière (natation, musique, organisation pour la jeunesse...);
- 7° disposer de jeux d'intérieur (au moins un par enfant, dont des jouets éducatifs) ;
- 8° disposer de ressources financières pour participer à des voyages et manifestations scolaires ;
- 9° disposer d'un endroit calme offrant assez d'espace et de lumière pour faire ses devoirs ;
- 10° accéder à une connexion internet ;
- 11° disposer de quelques vêtements neufs (à savoir que tous les vêtements ne sont pas d'occasion) ;
- 12° disposer de deux paires de chaussures de la pointure appropriée ;
- 13° avoir la possibilité d'inviter parfois des amis à la maison pour partager un repas et jouer ;
- 14° avoir la possibilité de célébrer des occasions spéciales (anniversaire, fêtes diverses...).

CHAPITRE II. — *Des missions de la Cellule pour la réduction des inégalités sociales et de la lutte contre la pauvreté*

Art. 3. Pour l'exécution du présent décret, la « Cellule pour la réduction des inégalités sociales et de la lutte contre la pauvreté et la pauvreté infantile » au sein de la Direction de coordination des politiques transversales du Ministère de la Communauté française, ci-après dénommée « la Cellule », a pour mission, notamment, de :

1° rédiger et de coordonner un projet de plan quinquennal avec l'ensemble des administrations générales du Ministère de la Communauté française, les organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française et le Conseil de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales visé à l'article 7, ci-après dénommé « le Conseil », réuni en séance plénière.

Ce plan prend en compte les mesures et actions prévues dans la Déclaration de politique communautaire, les résultats des rapports de suivi visés à l'article 5 et l'évaluation et les recommandations issues de l'évaluation du plan précédent, visés à l'article 6 ; en outre, il veille à prendre en compte les travaux et plans pertinents du Groupe permanent du suivi de la commission internationale des droits de l'enfant (GP CIDE), de l'Observatoire de l'enfance, de la jeunesse et de l'aide à la jeunesse (OEJAJ) visés par le décret du 12 mai 2004 portant création de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse ;

2° assurer le suivi de la mise en œuvre du plan quinquennal visé à l'article 4 et de proposer d'éventuelles adaptations ;

3° assister le Gouvernement dans la détermination d'indicateurs de déprivation, de pauvreté et de pauvreté infantile ;

4° assister le Conseil et d'assurer son secrétariat ;

5° assurer l'organisation et le suivi, y compris budgétaire, des appels à projets visés à l'article 16 ;

6° veiller à ce que des formations soient dispensées sur les thématiques visées par le présent décret, à l'attention des membres du personnel du Ministère de la Communauté française, des organismes d'intérêt public dépendant de la Communauté française et des acteurs concernés ;

7° commanditer ou réaliser des recherches devant permettre d'alimenter le plan quinquennal, d'améliorer son pilotage et de dresser un état des lieux des situations de pauvreté en Communauté française, en lien avec les compétences qu'elle gère ;

8° assurer une veille sur les points inscrits en première lecture à l'ordre du jour des séances du Gouvernement et saisir, si elle le juge opportun, le Conseil afin qu'il remette un avis au Ministre-Président et au ministre ayant la compétence sur le point visé ;

9° coordonner et faciliter les relations entre les centres de ressources visés aux articles 12, et 13, et les services de la Communauté française ;

10° assurer la promotion du présent décret et de tenir le rôle de portail d'informations relatives à son objet ;

11° réaliser ou coordonner l'évaluation visée à l'article 6.

CHAPITRE III. — *Plan quinquennal d'objectifs stratégiques*

Art. 4. Chaque Ministre veille à intégrer la dimension de la lutte contre la pauvreté et la pauvreté infantile et de la réduction des inégalités sociales dans toutes les politiques, mesures et actions qui relèvent de ses compétences.

Pour ce faire, dans les six mois de sa constitution, le Gouvernement adopte un « Plan quinquennal de lutte contre la pauvreté, la pauvreté infantile et pour la réduction des inégalités sociales », en cohérence avec la Déclaration de politique communautaire.

Le Gouvernement s'appuie sur le projet de plan rédigé par la Cellule.

Pour chacune des compétences de la Communauté française, le plan reprend les objectifs, mesures et actions spécifiques à adopter et à mettre en œuvre pendant la législature ainsi que les indicateurs de suivi qui y correspondent.

Le plan identifie les mesures et actions qui doivent être mises en œuvre par le Ministère de la Communauté française ou par les organismes d'intérêt public qui en relèvent. Ces mesures sont intégrées dans le contrat d'administration et les contrats de gestion du Ministère de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en relèvent.

Pour la rédaction du projet de plan quinquennal, il peut être fait appel à une expertise externe.

Art. 5. La mise en œuvre du plan fait l'objet de deux rapports de suivi : l'un à la mi-législature et l'autre six mois avant son terme. Ils sont coordonnés par la Cellule, en collaboration avec les administrations générales, les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française et le Conseil réuni en séance plénière. Ces rapports sont transmis au Gouvernement et au Parlement.

Art. 6. Le plan quinquennal fait l'objet, sur la base des rapports de suivi, d'une évaluation d'impact et de résultats par des experts externes, désignés par le Conseil. Ces experts formulent également des recommandations. L'évaluation et les recommandations sont remises au Parlement, au Gouvernement, au Conseil et à la Cellule, au plus tard deux mois avant la fin de la législature.

CHAPITRE IV. — *Le Conseil de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales*

Art. 7. § 1^{er}. Il est créé un Conseil de lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales, ci-après dénommé le Conseil. Il est composé de :

1° trois professeurs d'université, experts dans des domaines liés à la lutte contre la pauvreté ou la réduction des inégalités sociales ; ils sont proposés par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur ;

2° le Délégué général aux droits de l'enfant ;

3° un représentant de la Fédération des CPAS de Wallonie ;

4° un représentant de la Fédération des CPAS bruxellois ;

5° un représentant de la Fondation Roi Baudouin ;

6° un représentant de l'Office de la Naissance et de l'Enfance ;

7° cinq représentants du Ministère de la Communauté française : un représentant par Administration générale suivante : Administration générale de la Culture, Administration générale de l'Aide à la Jeunesse, Administration générale de l'Enseignement, Administration générale du Sport, Administration générale des Maisons de Justice ;

8° un représentant de l'Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'aide à la jeunesse ;

9° un représentant par centre de ressources.

§ 2. Les membres effectifs et suppléants sont désignés sur proposition des institutions visées au § 1^{er}, par le Gouvernement pour un terme de cinq ans, renouvelable une fois. Le Gouvernement fixe les conditions et procédures de désignation des membres.

Pour chaque membre effectif, le Gouvernement désigne, suivant les mêmes procédures et conditions, un membre suppléant.

§ 3. Le Conseil désigne en son sein, pour un terme de cinq ans, un président et un vice-président.

§ 4. Le Conseil se réunit en séance plénière, c'est-à-dire avec l'ensemble des membres visés au § 1^{er}. Toutefois, lorsque l'ordre du jour concerne les centres de ressources et les appels à projets, le Conseil se réunit en séance restreinte : les membres visés au § 1^{er}, 9, ne siègent pas et ne reçoivent pas les informations afférentes à ce point de la séance.

§ 5. Tout membre qui cesse d'exercer ses fonctions avant l'expiration de son mandat ou qui perd la qualité en vertu de laquelle il est désigné est réputé démissionnaire.

Est également réputé démissionnaire tout membre qui, sans justification, est absent à plus de la moitié des réunions annuelles du Conseil. Il est remplacé par une personne désignée par le Gouvernement aux mêmes conditions que celles fixées au § 2, pour achever le mandat.

§ 6. La qualité de membre est incompatible avec :

1° le fait de faire l'objet d'une condamnation pénale, prononcée par décision de justice coulée en force de chose jugée, en application des lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations, pour :

a) incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres ;

b) diffusion d'idées fondées sur la supériorité ou la haine raciale ;

c) négation, minimisation, justification ou approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ;

d) harcèlement sexuel ou fondé sur un autre critère protégé par la législation ;

e) injonction de discriminer sur base d'un critère protégé par la législation ;

2° le fait d'être membre d'une organisation qui, de manière manifeste et répétée :

a) prône la discrimination ou la ségrégation fondée sur un critère protégé par les lois, décrets ou ordonnances tendant à lutter contre le racisme et les discriminations ;

b) montre son hostilité envers les principes essentiels de la démocratie, tels qu'ils sont garantis par la Constitution belge et par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

§ 7. Le Conseil peut inviter des tiers pour l'éclairer dans ses travaux et réflexions.

§ 8. Le Gouvernement fixe un montant plafonné des frais de déplacement et des jetons de présence alloués aux membres du Conseil, à l'exception des membres visés au § 1^{er}, 2, 6 et 7.

Art. 8. Le Conseil a pour mission :

1° en séance plénière, de remettre un avis sur le projet de plan quinquennal rédigé par la Cellule ;

2° en séance plénière, d'initiative ou à la demande du Gouvernement, de remettre un avis et des recommandations sur toute politique ou problématique liée à la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales en Communauté française ;

3° dans le cadre de la mission visée au point 2, il peut s'appuyer sur les projets de notes ou de textes réglementaires et décrets adoptés en première lecture par le Gouvernement qui lui sont transmis d'initiative par la Cellule ; dans ce cas, le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités selon lesquelles l'avis doit être transmis au Gouvernement ;

4° en séance restreinte, de remettre un avis dans le cadre des appels à candidatures pour la reconnaissance, le renouvellement de reconnaissance, le retrait de reconnaissance en qualité de centre de ressources ou la fin anticipée de reconnaissance et la suspension ou la suppression du financement ;

5° en séance restreinte, de remettre un avis dans le cadre des appels à projets visés à l'article 16.

Lorsque la demande émane du Gouvernement, celui-ci fixe le délai dans lequel l'avis doit être remis. En l'absence d'avis remis dans les délais, celui-ci est réputé favorable.

Art. 9. § 1^{er}. Le Conseil se réunit sur convocation du président. La convocation contient l'ordre du jour.

À défaut de président, notamment lors de l'installation de chaque Conseil nouvellement désigné, le Conseil est convoqué par la Cellule.

Le Conseil ne délibère valablement et ne prend de décisions qu'en présence de la majorité des membres présents ou représentés.

Il prend ses avis au consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des membres présents. Si le quorum de présences n'est pas atteint, le président convoque une nouvelle réunion dans les quinze jours ouvrables. Le Conseil peut tenir des séances par procédure écrite, électronique ou non.

§ 2. Tout membre du Conseil directement concerné ou qui exerce une fonction de nature à créer un conflit d'intérêts personnel ou fonctionnel par rapport à toute délibération du Conseil ne peut prendre part aux délibérations.

§ 3. Chaque réunion fait l'objet d'un procès-verbal. Si elle porte sur un avis remis au Gouvernement, le procès-verbal est joint à celui-ci et peut contenir une note de minorité.

Art. 10. Le Conseil adopte un règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Gouvernement qui fixe, notamment :

1° la méthode de travail du Conseil ;

2° le nombre minimal de réunions par année, qui ne peut être inférieur à une par semestre ;

3° les règles en matière de procuration ; chaque membre ne pouvant en recevoir qu'une ;

4° les cas dans lesquels les membres visés à l'article 6, § 1^{er}, 9, ne peuvent pas siéger et les procédures qui s'appliquent dans ces cas ;

5° les règles en matière de conflits d'intérêt.

Art. 11. Le secrétariat du Conseil est assuré par la Cellule.

CHAPITRE V. — Centres de ressources

Art. 12. § 1^{er}. Le Gouvernement peut reconnaître, pour un terme de cinq ans, après avis du Conseil réuni en séance restreinte, au maximum deux « centres de ressources relatifs à la lutte contre la pauvreté et pour la réduction des inégalités sociales », ci-après dénommés « centres de ressources ».

§ 2. Les centres de ressources ont pour mission :

1° de coordonner et de soutenir financièrement des projets au bénéfice des personnes en situation de pauvreté. Ces projets doivent, en tous cas, être transversaux et contribuer à la réalisation d'une des actions ou mesures prévues dans le plan quinquennal ;

2° de mettre leur expertise à la disposition des secteurs de la Communauté française ou des services du Ministère de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en relèvent et de soutenir toute association ou acteur reconnu, agréé, subventionné par la Communauté française qui souhaite développer une action envers des personnes en situation de pauvreté ;

3° d'organiser au moins annuellement et conjointement avec la Cellule une rencontre intersectorielle de la Communauté française sur la pauvreté.

§ 3. Pour être reconnus, les centres de ressources doivent répondre à l'ensemble des critères suivants :

1° être constitués depuis au moins 1 an en personne morale sans but lucratif telle que visée aux articles 1^{er} ou 27, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes ;

2° développer leur action sur le territoire de la région de langue française et /ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

3° présenter des garanties en termes de qualité et de notoriété, reconnues par le Conseil ;

4° avoir dans leur objet social la lutte contre la pauvreté ou le soutien aux populations en situation de pauvreté ou de déprivation matérielle ;

5° être un réseau qui représente un ensemble d'entités qui se trouvent réunies par des liens volontaires en vue d'un intérêt commun et d'une interaction concertée de lutte contre la pauvreté ;

6° être accessibles au public ;

7° développer une approche dynamique de publics socialement et culturellement diversifiés ;

8° organiser des activités de sensibilisation visant les acteurs des politiques de la Communauté française ;

9° organiser des activités de sensibilisation à destination d'un public large ;

10° collaborer avec d'autres intervenants actifs dans la thématique relative à l'objet du présent décret ;

11° en termes de documentation :

- soit publier des études, articles ou commentaires relatifs à l'objet du présent décret, sous forme de périodiques, de lettres d'information ou de revues. Le Gouvernement peut fixer un seuil minimum d'exemplaires et une périodicité minimum,

- soit disposer d'un centre de documentation accessible au public comprenant des ouvrages inventoriés présentant un intérêt scientifique, pédagogique ou culturel en lien avec l'objet du présent décret.

§ 4. La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française. L'appel à candidatures comprend les modalités de remise de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par la Cellule et est soumis à l'avis du Conseil et au Gouvernement pour approbation.

Les candidats remettent un dossier permettant à la Cellule de vérifier l'adéquation de leur candidature avec les critères visés au § 3.

Seuls les dossiers répondant aux critères visés au présent article sont recevables. Les candidats dont les dossiers sont jugés recevables reçoivent la visite de la Cellule qui dresse un rapport sur la candidature au regard de l'ensemble des critères visés au § 3 du présent article. Le Conseil se base sur ce rapport pour remettre un avis motivé de reconnaissance ou de non reconnaissance au Gouvernement qui prend la décision définitive. Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats ou la Cellule.

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter des critères spécifiques de sélection des dossiers. Néanmoins, la sélection s'opère au regard des phases et éléments suivants :

1° la recevabilité de la candidature, à savoir l'introduction d'un dossier complet, dans le délai requis et la compatibilité avec les compétences de la Communauté française ;

2° l'examen sur le fond de la candidature qui s'évalue, en fonction des éléments suivants, sans préjudice du paragraphe 3 :

a) l'adéquation de la candidature aux conditions de l'appel à candidatures pour chaque domaine d'activité ;

b) l'opportunité de la candidature, à savoir sa pertinence ainsi que l'impact escompté par le présent décret et en particulier au § 2 du présent article ;

c) la maturité de la candidature, à savoir les méthodes d'organisation, le type d'encadrement ou encore les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées.

L'examen de la candidature comprend l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées.

§ 6. La procédure de reconnaissance, de renouvellement de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement des centres est précisée par le Gouvernement.

Art. 13. § 1^{er}. Le Gouvernement peut reconnaître, pour un terme de cinq ans, après avis du Conseil réuni en séance restreinte, un centre de ressources « Experts du vécu » dont la mission principale se rapporte aux « experts du vécu en matière de pauvreté et d'inégalité sociale », ci-après dénommés « experts du vécu ».

Les experts du vécu sont des personnes dont la mission est de faciliter le lien entre les services de la Communauté française et les organismes d'intérêt public qui en relèvent et leurs utilisateurs, en mettant en exergue les difficultés que peuvent rencontrer ces derniers s'ils sont en situation de pauvreté ou d'inégalité sociale. Pour exercer ces missions, les experts du vécu s'appuient sur leur propre vécu.

Une convention entre le centre de ressources « experts du vécu » et le Gouvernement constate les profils, modalités d'engagement, et modalités d'exercice des missions des experts du vécu.

§ 2. Le centre de ressources « Experts du vécu », outre la mission visée au § 1^{er}, doit :

1° mettre son expertise à la disposition des services du Ministère de la Communauté française et des organismes d'intérêt public qui en relèvent ;

2° organiser au moins annuellement et conjointement avec la Cellule une rencontre intersectorielle de la Communauté française sur la pauvreté.

§ 3. Pour être reconnu, le centre de ressources « Experts du vécu » doit répondre à l'ensemble des critères suivants :

1° être constitué depuis au moins un an en personne morale sans but lucratif telle que visée aux articles 1^{er} ou 27, de la loi du 27 juin 1921 sur les associations sans but lucratif, les fondations, les partis politiques européens et les fondations politiques européennes ;

2° développer son action sur le territoire de la région de langue française et /ou de la région bilingue de Bruxelles-Capitale ;

- 3° présenter des garanties en termes de qualité et de notoriété, reconnues par le Conseil ;
- 4° avoir dans son objet social la lutte contre la pauvreté ou le soutien aux populations en situation de pauvreté ou de déprivation matérielle ;
- 5° développer une approche dynamique de publics socialement et culturellement diversifiés ;
- 6° collaborer avec d'autres intervenants actifs dans la thématique relative à l'objet du présent décret.

§ 4. La reconnaissance est précédée d'un appel à candidatures publié au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française. L'appel à candidatures comprend les modalités de remise de candidature et un cahier des charges. Ce dernier est établi par la Cellule et est soumis à l'avis du Conseil et au Gouvernement pour approbation.

Les candidats remettent un dossier permettant à la Cellule de vérifier l'adéquation de leur candidature avec les critères visés au § 3.

Seuls les dossiers répondant aux critères visés au présent article sont recevables. Les candidats dont les dossiers sont jugés recevables reçoivent la visite de la Cellule qui dresse un rapport sur la candidature au regard de l'ensemble des critères visés au § 3 du présent article. Le Conseil se base sur ce rapport pour remettre un avis motivé de reconnaissance ou de non reconnaissance au Gouvernement qui prend la décision définitive. Le Conseil peut, s'il le juge nécessaire, entendre les candidats ou la Cellule.

§ 5. Le Gouvernement peut arrêter des critères spécifiques de sélection des dossiers. Néanmoins, la sélection s'opère au regard des phases et éléments suivants :

- 1° la recevabilité de la candidature, à savoir l'introduction d'un dossier complet, dans le délai requis et la compatibilité de la candidature avec les compétences de la Communauté française ;
- 2° l'examen sur le fond de la candidature qui s'évalue, en fonction des éléments suivants, sans préjudice du paragraphe 3 :
 - a) l'adéquation de la candidature aux conditions de l'appel à candidatures pour chaque domaine d'activité ;
 - b) l'opportunité de la candidature, à savoir sa pertinence ainsi que l'impact escompté par le présent décret et en particulier au § 2 du présent article ;
 - c) la maturité de la candidature, à savoir les méthodes d'organisation, le type d'encadrement ou encore les indicateurs permettant d'évaluer la portée et l'efficacité des actions développées.

L'examen de la candidature comprend l'analyse budgétaire, à savoir l'adéquation entre le montant sollicité et le coût des activités programmées.

§ 6. La procédure de reconnaissance, de renouvellement de reconnaissance, de fin anticipée de reconnaissance et de suspension ou de suppression du financement du centre est précisée par le Gouvernement.

Art. 14. Une même personne morale ne peut être reconnue comme centre de ressources tel que visé à l'article 12 et comme centre de ressources « Experts du vécu » tel que visé à l'article 13.

Art. 15. Un montant annuel de maximum 300 000 euros est consacré au financement de chaque centre de ressources visé aux articles 12 et 13. Ce montant est indexé annuellement, et est rattaché à l'indice des prix à la consommation du mois de décembre de l'année qui précède.

Il permet simultanément le subventionnement de personnel, de frais forfaitaires de fonctionnement et frais d'activités effectivement prestées.

CHAPITRE VI. — *Appels à projets transversaux*

Art. 16. § 1^{er}. Sur proposition du Conseil réuni en séance restreinte, le Gouvernement lance, chaque année un appel à projets visant des initiatives permettant la lutte contre la pauvreté et la réduction des inégalités sociales.

§ 2. Pour être recevables, les projets doivent :

- être introduits par au moins une personne morale sans but lucratif ;
- permettre de répondre à l'objet du présent décret et s'inscrire dans le plan quinquennal ;
- être transversaux à au moins deux secteurs de la Communauté française ;
- s'étendre sur au moins 9 mois ;
- couvrir au moins un des dix bassins « enseignement qualifiant – formation – emploi ».

Les projets menés par plusieurs organismes actifs dans les secteurs de la Communauté française, dont au moins deux dans des secteurs différents, seront prioritaires.

§ 3. Les critères de sélection des projets sont les suivants :

- 1° apporter une réponse à des besoins sociaux, émergents ou insuffisamment satisfaits en vue de répondre à la logique d'accessibilité et à la lutte contre le non-recours ;
- 2° impliquer la participation et la coopération des acteurs du territoire en vue de tenir compte de l'ancrage territorial, de favoriser la co-construction et de veiller à la gouvernance ;
- 3° impliquer la participation des utilisateurs et usagers ;
- 4° veiller à documenter le projet afin de rendre possible sa réplification par d'autres acteurs, dans d'autres villes et à d'autres échelles ;

5° Le fait d'opérer une rupture avec l'existant afin de susciter les changements de comportement nécessaires pour relever les grands défis sociétaux sera considéré comme un atout.

§ 4. La rédaction et l'organisation de l'appel à projets, ainsi que le suivi des projets sélectionnés sont assurés par la Cellule.

§ 5. Sur avis du Conseil réuni en séance restreinte, le Gouvernement désigne les projets sélectionnés et détermine les montants alloués à chaque projet retenu.

§ 6. Le Gouvernement peut compléter la procédure d'octroi des subventions, qui s'effectue dans le respect des principes suivants :

- 1° l'opérateur visé § 2, introduit une demande de subvention selon les modalités déterminées par le Gouvernement ;

2° le Gouvernement requiert l'avis du Conseil pour l'examen de cette demande, conformément au § 5, et motive sa décision s'il s'écarte de cet avis ;

3° la décision est notifiée à l'opérateur.

§ 7. Les appels à projets sont publiés au *Moniteur belge* et sur le site internet du Ministère de la Communauté française.

§ 8. Une enveloppe de maximum 500 000 euros est réservée chaque année en vue de subventionner les projets retenus dans le cadre du présent article.

Une subvention d'un montant minimal de 10.000 euros et de maximum 50.000 euros est allouée à chaque projet.

CHAPITRE VII. — *Dispositions transitoires*

Art. 17. § 1^{er}. Pour rédiger le premier projet de plan quinquennal instauré par le présent décret, la Cellule coordonne un groupe de travail constitué d'experts universitaires, du Réseau wallon de lutte contre la pauvreté, du Forum – Bruxelles contre les inégalités et de représentants des administrations générales et des organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française. Le premier Conseil constitué après l'entrée en vigueur du présent décret remet, dans les deux mois de son installation, un avis sur le plan et l'amende, le cas échéant.

§ 2. Le Gouvernement octroie au Réseau wallon de lutte contre la pauvreté et au Forum – Bruxelles contre les inégalités une subvention annuelle de maximum 250.000 EUR pour la mission visée à l'alinéa 1^{er} ainsi que pour l'appui à la Cellule pour la concrétisation du présent décret, tant que les articles 7, 12, et 13 ne sont pas mis en œuvre. La subvention est octroyée sur la base d'un dossier qui comprend une présentation des activités envisagées pour les douze mois suivant son dépôt, en lien avec l'alinéa 1^{er}, ainsi qu'un budget prévisionnel.

Art. 18. Tant que l'article 7 n'est pas mis en œuvre, un montant de 500.000 euros par an est consacré à des appels à projets transversaux lancés par le Gouvernement qui en fixe les modalités selon les critères définis à l'article 16. Le Gouvernement sélectionne les projets sur la base des propositions établies par la Cellule.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 3 mai 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Recherche et des Médias,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles, chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE

La Ministre de l'Éducation,

M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,

A. FLAHAUT

—————
Note

Session 2018-2019

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 811-1 – Rapport de commission, n° 811-2. – Texte adopté en séance plénière, n° 811-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 2 mai 2019.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/42053]

3 MEI 2019. — Decreet betreffende de strijd tegen de armoede en de vermindering van de sociale ongelijkheid

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Onderwerp en definitie*

Artikel 1. Dit decreet heeft tot doel een mechanisme in te stellen voor de uitvoering, de opvolging, de evaluatie en de bevordering van een transversaal beleid ter bestrijding van armoede en kinderarmoede en ter vermindering van de sociale ongelijkheid op gebieden die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

Voor de toepassing van dit decreet omvat het begrip armoede systematisch ook het begrip kinderarmoede.

Dit mechanisme heeft tot doel bij te dragen tot de naleving van artikel 23 van de Grondwet en de doelstellingen van de Europese Unie in de strijd tegen armoede en sociale uitsluiting.

Art. 2. § 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt onder "armoede" verstaan de situatie van een persoon die niet beschikt over de middelen die voldoende worden geacht om een waardig leven te leiden in een samenleving en haar context, in het bijzonder het gebrek aan materiële en natuurlijke hulpbronnen die van invloed zijn op de voedselvoorziening, de toegang tot drinkwater, kleding, huisvesting en leefomstandigheden in het algemeen, maar ook het gebrek aan immateriële en relationele middelen zoals de toegang tot het onderwijs, de uitoefening van een lonende activiteit, het respect dat hij/zij ontvangt van andere burgers en de persoonlijke ontwikkeling.

§ 2. Voor de toepassing van dit decreet wordt onder "kinderarmoede" verstaan armoede zoals gedefinieerd in het eerste lid, die kinderen van 0 tot 18 jaar treft en die kan leiden tot materiële deprivatie, gedefinieerd als het onvermogen om ten minste twee van de volgende elementen te dekken:

- 1° drie maaltijden per dag hebben;
- 2° ten minste één eiwit bevattende maaltijd per dag hebben;
- 3° dagelijks vers fruit en verse groenten krijgen;
- 4° boeken hebben die passen bij de leeftijd en het kennisniveau van het kind (los van schoolboeken);
- 5° beschikken over ontspanningsmateriaal voor buitenshuis (fiets, schaatsen of skateboard, ...);
- 6° een regelmatige vrijetijdsactiviteit volgen (zwemmen, muziek, jongerenorganisatie, ...);
- 7° speelgoed voor binnenhuis hebben (minstens één per kind, waaronder educatief speelgoed);
- 8° over financiële middelen beschikken om deel te nemen aan schoolreizen en -evenementen;
- 9° een rustige plek hebben met voldoende ruimte en licht om huiswerk te maken;
- 10° toegang hebben tot een internetverbinding;
- 11° nieuwe kleren hebben (d.w.z. dat niet alle kleren tweedehands zijn);
- 12° twee paar schoenen hebben in de juiste maat;
- 13° de mogelijkheid om soms vrienden uit te nodigen om te eten of te spelen;
- 14° de mogelijkheid hebben om speciale gelegenheden te vieren (verjaardag, verschillende feestjes...).

HOOFDSTUK II. — *Oprichting van de Cel voor de vermindering van sociale ongelijkheid en de strijd tegen armoede*

Art. 3. Voor de uitvoering van dit decreet heeft de "Cel voor de vermindering van sociale ongelijkheid en de strijd tegen kinderarmoede" binnen de Directie Coördinatie van het Transversale Beleid van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, hierna "de Cel" genoemd, met name de volgende taken:

1° een ontwerp voor een vijfjarenplan opstellen en coördineren met alle algemene diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de van de Franse Gemeenschap afhankelijke instellingen van openbaar nut en de Raad voor de strijd tegen de armoede en voor de vermindering van de sociale ongelijkheid, zoals bedoeld in artikel 7, hierna de "Raad" te noemen, die in voltallige zitting bijeenkomt.

In dit plan wordt rekening gehouden met de maatregelen en acties waarin de communautaire beleidsverklaring voorziet, de resultaten van de in artikel 5 bedoelde opvolgingsverslagen en de evaluatie en aanbevelingen die voortvloeien uit de in artikel 6 bedoelde vorige plan; bovendien zorgt het ervoor dat het rekening houdt met de relevante werkzaamheden en plannen van de permanente toezichtgroep van de Internationale Commissie voor de rechten van het kind (GP CIDE), het Waarnemingscentrum voor kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd (OEJAJ), waarnaar wordt verwezen in het decreet van 12 mei 2004 tot oprichting van het Waarnemingscentrum voor Kind, jeugd en hulpverlening aan de jeugd;

- 2° toezien op de uitvoering van het in artikel 4 bedoelde vijfjarenplan en eventuele aanpassingen voorstellen;
- 3° de Regering bijstaan bij het vaststellen van indicatoren van deprivatie, armoede en kinderarmoede;
- 4° de Raad bijstaan en het secretariaat van de Raad verzorgen;
- 5° te zorgen voor de organisatie van en het toezicht op de in artikel 16 bedoelde oproepen tot het indienen van projecten, met inbegrip van het toezicht op de begroting;
- 6° erop toezien dat het personeel van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, de van de Franse Gemeenschap afhankelijke organisaties van algemeen nut en de betrokken actoren een opleiding krijgen over de thema's die onder dit besluit vallen;
- 7° opdracht geven of onderzoek verrichten om bij te dragen tot het vijfjarenplan, de sturing ervan verbeteren en een inventaris opmaken van de armoedesituatie in de Franse Gemeenschap met betrekking tot de vaardigheden die zij beheert;
- 8° de punten op de agenda van de eerste lezing van de Regering toezien en, indien nodig, de zaak voor advies voorleggen aan de Raad zodat die een advies kan uitbrengen aan de Minister-President en aan de Minister die bevoegd is voor het betrokken punt;
- 9° de betrekkingen tussen de in de artikelen 12 en 13 bedoelde bronnencentra en de diensten van de Franse Gemeenschap coördineren en vergemakkelijken;
- 10° dit decreet promoten en optreden als een informatieportaal met betrekking tot het doel ervan;
- 11° de in punt 6 bedoelde beoordeling uitvoeren of coördineren.

HOOFDSTUK III. — *Vijfjarenplan met strategische doelstellingen*

Art. 4. Elke Minister ziet erop toe dat het aspect van de bestrijding van armoede en kinderarmoede en de vermindering van sociale ongelijkheden geïntegreerd wordt in alle beleiden, maatregelen en acties die onder zijn of haar bevoegdheid vallen.

Daartoe keurt de Regering binnen zes maanden na haar vorming een "Vijfjarenplan voor de bestrijding van armoede, kinderarmoede en sociale ongelijkheid" goed, in overeenstemming met de communautaire beleidsverklaring.

De Regering vertrouwt op het door de Cel opgestelde ontwerpplan.

Voor elk van de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap worden in het plan de specifieke doelstellingen, maatregelen en acties beschreven die in de loop van de legislatuur moeten worden goedgekeurd en uitgevoerd, alsmede de bijbehorende toezichtindicatoren.

In het plan worden de maatregelen en acties vastgesteld die moeten worden uitgevoerd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap of door de instellingen van openbaar nut die onder haar bevoegdheid vallen. Deze maatregelen zijn geïntegreerd in het bestuurscontract en beheerscontracten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en haar instellingen van algemeen nut.

Voor het opstellen van het ontwerp van het vijfjarenplan kan een beroep worden gedaan op externe expertise.

Art. 5. Over de uitvoering van het plan worden twee toezichtverslagen opgesteld: een verslag halverwege de legislatuur en een zes maanden voor het einde ervan. Zij worden gecoördineerd door de Cel, in samenwerking met de algemene besturen, de instellingen van algemeen nut van de Franse Gemeenschap en de Raad in plenaire vergadering. Deze verslagen worden naar de Regering en het parlement gestuurd.

Art. 6. Het vijfjarenplan wordt op basis van de toezichtverslagen onderworpen aan een beoordeling van het effect en de resultaten door externe deskundigen die door de Raad worden aangesteld. Deze experts doen ook aanbevelingen. De evaluatie en aanbevelingen worden uiterlijk twee maanden voor het einde van de zittingsperiode aan het Parlement, de Regering, de Raad en de Cel voorgelegd.

CHAPITRE IV. — De Raad voor de strijd tegen de armoede en voor de vermindering van de sociale ongelijkheid

Art. 7. § 1. Er wordt een Raad ter bestrijding van armoede en ter vermindering van sociale ongelijkheid, hierna "de Raad" genoemd, ingesteld. Hij is samengesteld uit:

1° drie universiteitsprofessoren, experts op het gebied van armoedebestrijding of de vermindering van sociale ongelijkheid; zij worden voorgesteld door de Academie voor Onderzoek en Hoger Onderwijs;

2° de Algemeen Afgevaardigde voor de rechten van het kind;

3° een vertegenwoordiger van de Federatie van OCMW's van Wallonië;

4° een vertegenwoordiger van de Federatie van Brusselse OCMW's;

5° een vertegenwoordiger van de Koning Boudewijnstichting;

6° een vertegenwoordiger van het Office de la Naissance et de l'Enfance;

7° vijf vertegenwoordigers van het Ministerie van de Franse Gemeenschap: één vertegenwoordiger per volgende algemene administratie: Algemene administratie Cultuur, Algemene administratie Hulp aan de jeugd, Algemene administratie Onderwijs, Algemene administratie Sport, Algemene administratie Justitiehuisen;

8° een vertegenwoordiger van het Waarnemingscentrum voor kinderen, jongeren en hulp aan de jeugd;

9° één vertegenwoordiger per bronnencentrum.

§ 2. De werkende en plaatsvervangende leden worden op voordracht van de in § 1 bedoelde instellingen door de Regering aangesteld voor een termijn van vijf jaar, die eenmaal kan worden hernieuwd. De Regering bepaalt de voorwaarden en procedures voor de aanstelling van de leden.

Voor ieder werkend lid stelt de Regering volgens dezelfde procedures en voorwaarden een plaatsvervangend lid aan.

§ 3. De Raad stelt uit zijn midden voor een periode van vijf jaar een voorzitter en een ondervoorzitter aan.

§ 4. De Raad komt in plenaire vergadering bijeen, d.w.z. met alle in § 1 bedoelde leden. Wanneer de agenda echter betrekking heeft op de kenniscentra en de oproepen tot het indienen van voorstellen, komt de Raad in beperkte vergadering bijeen: de in § 1, 9 bedoelde leden zetelen dan niet en ontvangen de informatie betreffende dit punt van de zitting niet.

§ 5. Elk lid dat zijn ambt neerlegt vóór het verstrijken van zijn ambtstermijn of dat zijn hoedanigheid van lid verliest, wordt geacht ontslagnemend te zijn.

Een lid dat ten onrechte afwezig is bij meer dan de helft van de jaarvergaderingen van de Raad, wordt eveneens geacht ontslagnemend te zijn. Hij wordt vervangen door een persoon die door de Regering wordt aangesteld onder dezelfde voorwaarden als die van § 2, om het mandaat te voltooien.

§ 6. Het lidmaatschap is onverenigbaar met:

1° het feit dat hij het voorwerp uitmaakt van een strafrechtelijke veroordeling, uitgesproken door een rechterlijke beslissing met kracht van gewijsde, krachtens wetten, decreten of verordeningen die ertoe strekken racisme en discriminatie te bestrijden, voor :

a) het aanzetten tot haat, discriminatie of geweld tegen een persoon, groep, gemeenschap of hun leden;

b) verspreiding van ideeën die gebaseerd zijn op raciale superioriteit of haat;

c) ontkenning, minimalisering, rechtvaardiging of goedkeuring van de genocide van het Duitse nationaal-socialistische regime tijdens de Tweede Wereldoorlog;

d) seksuele intimidatie of intimidatie op grond van een ander wettelijk beschermd criterium;

e) aanzetten tot discriminatie op basis van een wettelijk beschermd criterium;

2° lid zijn van een organisatie die duidelijk en herhaaldelijk

a) pleit voor discriminatie of segregatie op basis van een criterium dat beschermd wordt door wetten, decreten of verordeningen ter bestrijding van racisme en discriminatie;

b) blijk geeft van zijn vijandigheid ten aanzien van de essentiële beginselen van de democratie, zoals die worden gewaarborgd door de Belgische grondwet en het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden.

§ 7. De Raad kan derden uitnodigen om hem bij zijn werkzaamheden en beraadslagingen te adviseren.

§ 8. De Regering stelt een maximumbedrag vast voor de reiskosten en presentiegeld van de leden van de Raad, met uitzondering van de leden bedoeld in § 1, 2, 6 en 7.

Art. 8. De opdracht van de Raad is om :

1° in plenaire zitting advies uit te brengen over het ontwerp van het vijfjarenplan van de Cel;

2° in plenaire zitting, op eigen initiatief of op verzoek van de Regering, advies en aanbevelingen uit te brengen over elk beleid of elk onderwerp dat verband houdt met de strijd tegen armoede en de vermindering van de sociale ongelijkheid in de Franse Gemeenschap;

3° in het kader van de in punt 2 bedoelde opdracht kan hij zich vertrouwen op de door de Regering in eerste lezing aangenomen ontwerpen van nota's of teksten van wetten en decreten die hem op eigen initiatief door de Cel worden bezorgd; in dat geval bepaalt het huishoudelijk reglement op welke wijze het advies aan de Regering moet worden bezorgd;

4° in een beperkte vergadering advies uit te brengen in het kader van een oproep tot het indienen van kandidaturen voor de erkenning, de hernieuwing van de erkenning, de intrekking van de erkenning als bronnen centrum of de voortijdige beëindiging van de erkenning en de schorsing of intrekking van de financiering;

5° in een beperkte vergadering advies uit te brengen in het kader van de in punt 16 bedoelde oproepen tot het indienen van projecten.

Indien het verzoek door de Regering wordt gedaan, stelt de Regering de termijn vast waarbinnen de kennisgeving moet worden gedaan. Indien geen advies wordt uitgebracht binnen de gestelde termijn, wordt dit advies als gunstig beschouwd.

Art. 9. § 1. De raad komt bij uitnodiging van de voorzitter bijeen. De agenda wordt in de uitnodiging opgenomen.

Bij afwezigheid van een voorzitter, met name wanneer elke nieuw benoemde Raad geïnstalleerd wordt, wordt de Raad bijeengeroepen door de Cel.

De Raad beraadslaagt geldig en neemt beslissingen enkel in aanwezigheid van een meerderheid van de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Het neemt zijn adviezen bij consensus of, bij gebreke daarvan, met een meerderheid van twee derde van de aanwezige leden. Indien het aanwezigheidsquorum niet wordt bereikt, roept de voorzitter binnen vijftien werkdagen een nieuwe vergadering bijeen.

De Raad kan via een schriftelijke procedure, al dan niet elektronisch, vergaderen.

§ 2. Elk lid van de Raad dat rechtstreeks betrokken is bij of een ambt uitoefent die een persoonlijk of functioneel belangenconflict kan doen ontstaan met betrekking tot de beraadslagingen van de Raad, mag niet deelnemen aan de beraadslagingen.

§ 3. Van elke vergadering worden notulen opgemaakt. Indien het een advies betreft dat aan de Regering wordt voorgelegd, worden de notulen bij het advies gevoegd en kunnen zij een minderheidsstandpunt bevatten.

Art. 10. De Raad stelt een door de Regering goedgekeurde huishoudelijk reglement vast, waarin onder meer het volgende wordt bepaald:

1° de werkwijze van de Raad;

2° het minimumaantal vergaderingen per jaar, dat niet lager mag zijn dan één per semester;

3° de regels inzake de naleving van de volmachten; elk lid kan er slechts één ontvangen;

4° de gevallen waarin de leden bedoeld in artikel 6, § 1, 9 niet kunnen zetelen en de procedures die in die gevallen van toepassing zijn;

5° de regels inzake belangenconflicten.

Art. 11. Het secretariaat van de Raad wordt verzorgd door de Cel.

HOOFDSTUK V. — *Bronnencentra*

Art. 12. § 1. De Regering kan, na raadpleging van de Raad in beperkte zitting, voor een periode van vijf jaar maximaal twee "Bronnencentra voor de bestrijding van armoede en de vermindering van sociale ongelijkheid" erkennen, hierna "Bronnencentra" genoemd.»

§ 2. De opdracht van de bronnencentra is om:

1° het coördineren en financieel ondersteunen van projecten ten behoeve van mensen die in armoede leven. Deze projecten moeten in ieder geval transversaal zijn en bijdragen tot de uitvoering van een van de acties of maatregelen van het vijfjarenplan;

2° hun deskundigheid ter beschikking te stellen van de sectoren van de Franse Gemeenschap of van de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van algemeen nut die onder haar bevoegdheid vallen, en steun te verlenen aan elke vereniging of actor die erkend, geaccrediteerd of gesubsidieerd is door de Franse Gemeenschap en die een actie ten behoeve van mensen die in armoede leven wil ontwikkelen;

3° ten minste jaarlijks en samen met de Cel een intersectorale vergadering van de Franse Gemeenschap over armoede te organiseren.

§ 3. Om erkend te worden, moeten de bronnencentra aan alle volgende criteria voldoen:

1° sedert ten minste één jaar opgericht zijn als rechtspersoon zonder winstoogmerk zoals bedoeld in de artikelen 1 of 27 van de Wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen, Europese politieke partijen en Europese politieke stichtingen;

2° hun activiteiten op het grondgebied van het Franstalig gebied en/of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad te ontwikkelen;

3° door de Raad erkende garanties bieden op het gebied van kwaliteit en reputatie;

4° als onderdeel van hun maatschappelijk doel de strijd tegen armoede of steun voor bevolkingsgroepen die in armoede of materiële deprivatie leven;

5° een netwerk zijn dat een groep entiteiten vertegenwoordigt die door vrijwillige banden verenigd zijn voor een gemeenschappelijk belang en een gecoördineerde interactie in de strijd tegen armoede;

6° toegankelijk zijn voor het publiek;

7° het ontwikkelen van een dynamische benadering van een sociaal en cultureel verscheiden publiek;

8° bewustmakingsactiviteiten organiseren die gericht zijn op de actoren van het Franse Gemeenschapsbeleid;

9° bewustmakingsactiviteiten organiseren voor een breed publiek;

10° samenwerken met andere belanghebbenden die actief zijn op het gebied van de inhoud van dit decreet;

11° in termen van documentatie:

- ofwel studies, artikelen of commentaren met betrekking tot het onderwerp van dit decreet te publiceren in de vorm van tijdschriften, nieuwsbrieven of tijdschriften. De Regering kan een minimumdrempel van aantallen en periodiciteit vaststellen,

- ofwel beschikken over een voor het publiek toegankelijk documentatiecentrum met geïnventariseerde werken van wetenschappelijk, educatief of cultureel belang die verband houden met het onderwerp van dit decreet.

§ 4. De erkenning wordt voorafgegaan door een oproep tot het indienen van kandidaturen die in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap wordt gepubliceerd. De oproep tot het indienen van kandidaturen omvat de procedures voor het indienen van kandidaturen en een lastenboek. Dit laatste wordt opgesteld door de Cel en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad en de Regering.

De kandidaten leggen een dossier over aan de hand waarvan de Cel kan nagaan of hun aanvraag voldoet aan de in § 3 bedoelde criteria.

Alleen dossiers die voldoen aan de in dit artikel genoemde criteria zijn ontvankelijk. Kandidaten van wie de dossiers ontvankelijk worden geacht, worden bezocht door de Cel, die een verslag over de kandidatuur opstelt in het licht van alle criteria die in § 3 van dit artikel worden genoemd. Op basis van dit verslag legt de Raad een met redenen omkleed advies over de erkenning of niet-erkenning voor aan de Regering, die de uiteindelijke beslissing neemt. De Raad kan, indien hij dat nodig acht, de kandidaten of de Cel horen.

§ 5. De Regering kan specifieke criteria vaststellen voor de selectie van de dossiers. Desalniettemin wordt de selectie gemaakt op basis van de volgende fasen en elementen:

1° de ontvankelijkheid van de kandidatuur, namelijk de indiening van een volledig dossier binnen de vereiste termijn en de verenigbaarheid met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap;

2° het onderzoek ten gronde van de kandidatuur, dat, onverminderd paragraaf 3, aan de hand van de volgende factoren wordt beoordeeld:

a) de geschiktheid van de kandidatuur voor elk activiteitengebied met betrekking tot de voorwaarden van de oproep tot het indienen van kandidaturen;

b) de opportuniteit van de kandidatuur, met name de relevantie ervan en de verwachte gevolgen van dit besluit en in het bijzonder van § 2 van dit artikel;

c) de maturiteit van de kandidatuur, d.w.z. de organisatorische methoden, het soort omkadering of de indicatoren om de reikwijdte en de doeltreffendheid van de ontwikkelde acties te beoordelen.

Het onderzoek van de kandidatuur omvat de begrotingsanalyse, d.w.z. de toereikendheid van het gevraagde bedrag ten opzichte van de kosten van de geprogrammeerde activiteiten.

§ 6. De procedure voor erkenning, hernieuwing van de erkenning, vroegtijdige beëindiging van de erkenning en schorsing of intrekking van de financiering van de centra wordt door de Regering bepaald.

Art. 13. § 1. De Regering kan, na raadpleging van de Raad in beperkte zitting, voor een periode van vijf jaar een bronnencentrum voor "Ervaringsdeskundigen" erkennen, waarvan de voornaamste opdracht betrekking heeft op "ervaringsdeskundigen op het gebied van armoede en sociale ongelijkheid", hierna "ervaringsdeskundigen" genoemd.

Ervaringsdeskundigen zijn mensen die tot taak hebben de band tussen de diensten van de Franse Gemeenschap en de onder haar bevoegdheid vallende instellingen van algemeen nut en de gebruikers van deze diensten te vergemakkelijken door te wijzen op de moeilijkheden waarmee de gebruikers van de diensten van de Franse Gemeenschap worden geconfronteerd als zij zich in een situatie van armoede of sociale ongelijkheid bevinden. Voor de uitvoering van deze opdrachten vertrouwen ervaringsdeskundigen op hun eigen ervaring.

In een overeenkomst tussen het bronnencentrum "ervaringsdeskundigen" en de Regering worden de profielen, de modaliteiten van de inzet en de modaliteiten voor het uitvoeren van de opdrachten van de ervaringsdeskundigen vastgelegd.

§ 2 Het bronnencentrum "Ervaringsdeskundigen" moet, naast de in § 1 genoemde opdracht, ook:

1° zijn deskundigheid ter beschikking stellen van de diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en de instellingen van algemeen nut die onder haar bevoegdheid vallen;

2° ten minste eenmaal per jaar en samen met de Cel een intersectorale bijeenkomst van de Franse Gemeenschap over armoede organiseren.

§ 3. Om erkend te worden, moet het Bronnencentrum "Ervaringsdeskundigen" aan alle volgende criteria voldoen:

1° sinds ten minste één jaar zijn opgericht als rechtspersoon zonder winstoogmerk, bedoeld in de artikelen 1 of 27 van de wet van 27 juni 1921 op de verenigingen zonder winstoogmerk, stichtingen, Europese politieke partijen en Europese politieke stichtingen;

2° zijn activiteiten op het grondgebied van het Franstalig gebied en/of het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad ontwikkelen;

3° door de Raad erkende garanties bieden op het gebied van kwaliteit en reputatie;

4° als onderdeel van zijn maatschappelijk doel de bestrijding van armoede of steun voor bevolkingsgroepen die in armoede of materiële deprivatie leven;

5° een dynamische benadering ontwikkelen voor een sociaal en cultureel verscheiden publiek;

6° met andere belanghebbenden samenwerken die actief zijn op het gebied van de inhoud van dit decreet.

§ 4 De erkenning wordt voorafgegaan door een oproep tot het indienen van kandidaturen, gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. De oproep tot het indienen van kandidaturen omvat de modaliteiten voor het indienen van de kandidaturen en een lastenboek. Dit laatste wordt opgesteld door de Cel en wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Raad en de Regering.

De kandidaten leggen een dossier over aan de hand waarvan de Cel kan nagaan of hun aanvraag voldoet aan de in § 3 bedoelde criteria.

Alleen dossiers die voldoen aan de in dit artikel genoemde criteria zijn ontvankelijk. Kandidaten van wie de sollicitaties ontvankelijk worden geacht, worden bezocht door de Cel, die een verslag over de kandidatuur opstelt in het licht van alle criteria die in § 3 van dit artikel worden genoemd. Op basis van dit verslag legt de Raad een met redenen omkleed advies over de erkenning of niet-erkenning voor aan de Regering, die de uiteindelijke beslissing neemt. De Raad kan, indien hij dat nodig acht, de kandidaten of de Cel horen.

§ 5. De Regering kan specifieke criteria vaststellen voor de selectie van de dossiers. Desalniettemin wordt de selectie gemaakt op basis van de volgende fasen en elementen:

1° de ontvankelijkheid van de kandidatuur, namelijk de indiening van een volledig dossier binnen de vereiste termijn en de verenigbaarheid met de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap;

2° het onderzoek ten gronde van de kandidatuur, dat, onverminderd paragraaf 3, aan de hand van de volgende factoren wordt beoordeeld:

a) de geschiktheid van de kandidatuur voor elk activiteitengebied met betrekking tot de voorwaarden van de oproep tot het indienen van kandidaturen;

b) de opportuniteit van de kandidatuur, met name de relevantie ervan en de verwachte gevolgen van dit besluit en in het bijzonder van § 2 van dit artikel;

c) de maturiteit van de kandidatuur, d.w.z. de organisatorische methoden, het soort omkadering of de indicatoren om de reikwijdte en de doeltreffendheid van de ontwikkelde acties te beoordelen.

Het onderzoek van de aanvraag omvat de begrotingsanalyse, d.w.z. de toereikendheid van het gevraagde bedrag ten opzichte van de kosten van de geprogrammeerde activiteiten.

§ 6. De procedure voor erkenning, hernieuwing van de erkenning, vroegtijdige beëindiging van de erkenning en schorsing of intrekking van de financiering van de centra wordt door de Regering bepaald.

Art. 14. Dezelfde rechtspersoon kan niet worden erkend als een Bronnencentrum als bedoeld in artikel 12 en als Bronnencentrum voor ervaringsdeskundigen als bedoeld in artikel 13.

Art. 15. Een jaarlijks bedrag van ten hoogste 300.000 EUR wordt toegewezen voor de financiering van elk bronnencentrum als bedoeld in de artikelen 12 en 13. Dit bedrag wordt jaarlijks geïndexeerd en is gekoppeld aan de consumentenprijsindex voor de maand december van het voorgaande jaar.

Tegelijkertijd maakt het de subsidiëring van personeel, forfaitaire exploitatiekosten en de kosten van daadwerkelijk uitgevoerde activiteiten mogelijk.

HOOFDSTUK VI. — *Oproepen voor transversale projecten*

Art. 16. § 1. Op voorstel van de Raad, die in een beperkte vergadering bijeenkomt, lanceert de Regering elk jaar een oproep tot het indienen van projecten die gericht zijn op initiatieven ter bestrijding van de armoede en ter vermindering van de sociale ongelijkheid.

§ 2 Om ontvankelijk te zijn, moeten de projecten:

- worden voorgesteld door ten minste één rechtspersoon zonder winstoogmerk;
- het mogelijk maken om het doel van dit decreet te bereiken en deel uit te maken van het vijfjarenplan;
- transversaal zijn voor ten minste twee sectoren van de Franse Gemeenschap;
- zich uitstrekken over ten minste 9 maanden;
- betrekking hebben op ten minste één van de tien regio's voor "Kwalificerend Onderwijs-Vorming-Arbeidsmarkt".

Projecten die worden uitgevoerd door verschillende organisaties die actief zijn in de sectoren van de Franse Gemeenschap, waaronder ten minste twee in verschillende sectoren, zullen voorrang krijgen.

§ 3. de selectiecriteria voor de projecten zijn de volgende:

1° een antwoord bieden op sociale, opkomende of onvoldoende bevredigde behoeften om tegemoet te komen aan de logica van toegankelijkheid en de strijd tegen afzien van beroep;

2° de deelname en samenwerking van territoriale actoren met zich brengen om rekening te houden met territoriale verankering, samenwerking te bevorderen en het beleid te waarborgen;

3° de deelname van belanghebbenden en gebruikers met zich brengen;

4° ervoor zorgen dat het project gedocumenteerd is, zodat andere actoren, in andere steden en op andere schaalniveaus, het kunnen repliceren;

5° Het feit dat een onderbreking met de bestaande situatie gebeurt om de gedragsveranderingen te bewerkstelligen die nodig zijn om grote maatschappelijke uitdagingen aan te gaan, zal als een pluspunt worden beschouwd.

§ 4. De opstelling en organisatie van de oproep tot het indienen van projecten en de opvolging van de geselecteerde projecten worden verzekerd door de Cel.

§ 5. Op advies van de Raad in beperkte zitting wijst de Regering de geselecteerde projecten aan en stelt zij de bedragen vast die aan elk geselecteerd project worden toegewezen.

§ 6 De Regering kan de procedure voor de toekenning van subsidies aanvullen, die volgens de volgende beginselen moet worden uitgevoerd:

1° de operator bedoeld in § 2, dient een subsidieaanvraag in volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten;

2° de Regering wint overeenkomstig § 5 het advies van de Raad in voor de behandeling van dit verzoek en motiveert haar beslissing, indien zij van dit advies afwijkt;

3° de beslissing wordt meegedeeld aan de operator.

§ 7. De oproepen tot het indienen van projecten worden gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

§ 8. Er wordt jaarlijks een bedrag van ten hoogste 500.000 EUR gereserveerd om de op grond van dit artikel geselecteerde projecten te subsidiëren.

Aan elk project wordt een subsidie van minimaal 10.000 euro en maximaal 50.000 euro toegekend.

HOOFDSTUK VII. — Overgangsbepalingen

Art. 17. §1 Voor het opstellen van het eerste ontwerp van het vijfjarenplan dat bij dit decreet wordt vastgesteld, coördineert de Cel een werkgroep die bestaat uit universitaire experts, het Waalse Netwerk tegen Armoede, het Forum - Brussel tegen Ongelijkheid en vertegenwoordigers van het algemeen bestuur en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap. De eerste Raad die na de inwerkingtreding van dit decreet wordt samengesteld, brengt binnen twee maanden na zijn installatie advies uit over het plan en de eventuele boete.

§ 2. De Regering kent aan het Waals Netwerk ter bestrijding van de armoede en het Forum van Brussel tegen de ongelijkheid een jaarlijkse subsidie van ten hoogste 250.000 EUR toe voor de in het eerste alinea bedoelde opdracht en voor de ondersteuning van de Cel voor de uitvoering van dit decreet, zolang de artikelen 7, 12 en 13 niet worden uitgevoerd. De subsidie wordt toegekend op basis van een dossier met een presentatie van de geplande activiteiten voor de twaalf maanden na de indiening ervan, overeenkomstig het eerste lid, en een voorlopige begroting.

Art. 18. Zolang artikel 7 niet ten uitvoer is gebracht, wordt een bedrag van 500.000 EUR per jaar toegewezen aan door de Regering uitgeschreven oproepen tot het indienen van transversale projecten, die de modaliteiten vaststelt overeenkomstig de in artikel 16 vastgestelde criteria. De Regering selecteert projecten op basis van voorstellen die door de Cel worden voorbereid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gedaan te Brussel, 3 mei 2019.

De Minister-President, bevoegd voor Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Cultuur en Kind,
A. GREOLI

De Vice-President, Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Onderzoek en Media,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve vereenvoudiging,
A. FLAHAUT

—
Nota

Zitting 2018-2019

Stukken van het Parlement. Ontwerp van decreet, nr. 811-1 – Commissieverslag, nr. 811-2. – Tekst aangenomen in plenaire zitting, nr. 811-3

Integraal verslag. – Beraadslaging een aanneming. Vergadering van 2 mei 2019.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/42052]

3 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés au chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le chapitre VII du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap, tel qu'inséré par le décret du 7 février 2019 portant diverses mesures relatives à l'enseignement supérieur, notamment son article 31/1, alinéa 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017 fixant les modalités d'introduction et d'examen des recours visés aux articles 7 et 17 du décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif;

Vu la concertation avec les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire du 12 avril 2019;

Vu l'avis rendu par la Commission de l'Enseignement supérieur inclusif le 19 février 2019;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 21 mars 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 2 avril 2019;

Vu le « test genre » du 17 mars 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 66.262/2 du Conseil d'Etat, donné le 20 juin 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis de l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur du 17 avril 2019;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 30 janvier 2014 relatif à l'enseignement supérieur inclusif pour les étudiants en situation de handicap;

2° Commission : la Commission de l'enseignement supérieur inclusif visée à l'article 23 du décret;

3° les recours : les recours visés au chapitre VII du décret;